

Baie-Comeau, 15 juin 2004

Résumé : ACPMO et Yan Blouin

Rapport à la commission Coulombe

Sur la Côte-Nord il y a de nombreux problèmes mais nous allons en cerner quelques-uns.

Le premier problème est la récurrence politique des ministres qui affecte les budgets et les orientations. En effet, en foresterie nous avons des horizons de planification sur cent ans alors que les horizons politiques sont de quatre ans. Un ministre a souvent moins de quatre ans pour réaliser son mandat.

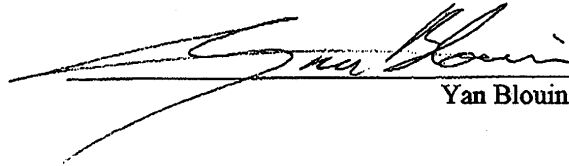
Il y a donc de graves problèmes de stabilité dans les politiques et dans la reconnaissance des besoins des organismes de représentation publique des autres utilisateurs. De plus, le financement par le volet 2 n'est même pas récurrents car le ministère ne reconnaît pas la nécessité de la stabilité des gens sur les tables de concertation et d'harmonisation. On a reconnu le droit mais sans en garantir la stabilité de représentation, au risque de faire perdre la validité réelle de ces tables. Si on ne finance pas ces organismes, on n'aura pas les résultats attendus.

Le problème d'intégration à l'emploi est aussi difficile à gérer car nous avons des étudiants(es) qui sortent des écoles de formation professionnelle et qui ne peuvent se placer dans leur propre région. Pourquoi ? Parce que les contracteurs n'ont pas vraiment les moyens de rendre productif un ouvrier qui risque de s'en aller chez son concurrent à la première occasion. De plus les contracteurs opérant dans la région ne sont pas des résidents permanents de cette même région, ils habitent majoritairement les autres régions. Cela a comme conséquence de créer de l'emploi; non pas pour les jeunes de notre région, mais pour ceux de leur région avec le résultat qu'ils n'établissent même pas de résidence permanente ici.

Les coûts au mètre cube ont énormément varié au cours des dernières années et ainsi changé le portrait des opérations forestières. De plus, le remboursement des frais d'établissement du réseau routier qui ont permis aux autres régions de construire leurs réseaux de chemins n'est plus disponible quand on arrive à exploiter la région la plus difficile à exploiter. Il faudrait rétablir les subventions l'installation des chemins principaux et aussi permettre d'amortir le réseau de chemins dans les coupes en mosaïque.

De plus, le gouvernement considère la région comme une région ressource, mais cette attitude permet au gouvernement de se laver les mains par rapport à notre développement économique. Il reçoit les redevances de notre région mais il ne lui retourne pas la valeur nécessaire pour lui permettre ni à ses diplômés de pouvoir contribuer à son développement. L'attitude du gouvernement ne permet pas le véritable développement économique de cette région.

Nos élus se plaignent du risque perte de 500 emplois de l'aluminerie et c'est très bien. Encore faudra-t-il se préoccuper davantage de faire valoir l'importance de contribuer à la richesse collective de notre région en demandant ou exigeant selon le cas que les travailleurs(euses) en forêt s'établissent dans notre région, cela contribuerait à la rétention économique de notre territoire.



Yan Blouin